

## LGV Bordeaux-Toulouse, Tarn-et-Garonne, Politique

Publié le 21/09/2021 à 21:23

Le conseil départemental de Tarn-et-Garonne et l'agglomération de Montauban feront partie du tour de table financier pour la LGV Toulouse-Bordeaux. Un dossier indissociable de ceux de l'échangeur autoroutier de Montech/Lacourt-Saint-Pierre et du contournement de Montauban. Les politiques de droite comme de gauche savent que c'est le moment de jouer collectif pour que ces dossiers majeurs aboutissent.

Longtemps serpent de mer, la ligne à grande vitesse Toulouse-Bordeaux a repris place, récemment, en haut de la pile des grands chantiers (lire « La Dépêche » du lundi 13 septembre). « La Région a été le chef de file de ce combat », a rappelé la présidente Carole Delga jeudi dernier à Montauban. On se souvient encore de son coup de gueule à l'annonce du projet de la LGV Nice-Marseille.

En avril dernier, l'Etat, par la voix du Premier ministre (et ancien élu d'Occitanie) Jean Castex, a confirmé son engagement dans la construction de ce projet à hauteur de 4,1 milliards d'euros. Charge maintenant aux collectivités concernées (les départements et les conseils d'agglomération qui se trouvent sur le tracé) de réunir la même somme dans un tour de table auxquels participeront le Département de Tarn-et-Garonne et l'agglomération du Grand Montauban.

Première réunion à la préfecture de Région le 26 septembre

Michel Weill, le nouveau président du CD 82, rappelle «l'enjeu crucial» que constitue pour le territoire tarn-et-garonnais la réalisation de cette équipe et d'une gare LGV à Bressols. Il «partage la volonté exprimée par Carole Delga et Jean-Luc Moudenc d'accélérer le traitement du dossier dans les meilleurs délais» et «prend acte, avec satisfaction, de la nomination du préfet d'Occitanie Etienne Guyot en qualité de pilote du chef de projet».

Le préfet de Région organisera d'ailleurs une première réunion le 26 septembre à Toulouse. «Il va s'agir d'agréger les 15 grosses collectivités dont fait partie le Grand Montauban pour déterminer le quantum qu'on aura à financer», décrypte Thierry Deville, le président de la communauté d'agglomération du Grand Montauban.

La députée Sylvia Pinel suit également ce dossier de très près, d'autant que les 32 communes qui seront impactées par l'emprise de la ligne sont toutes situées dans la 2e circonscription. «Ma position sur la LGV n'a pas varié. Il est indispensable de doter nos territoires d'une LGV car c'est un projet structurant, encore faut-il qu'il soit bien préparé, bien travaillé. Ma conviction a été confortée par la crise sanitaire que nous venons de vivre. Beaucoup de nos concitoyens aspirent à une meilleure qualité de vie. Notre département peut la leur offrir et la LGV sera un atout supplémentaire. On voit à quel rythme se développent le télétravail, le coworking, les tiers-lieux. Cet équipement contribuera aussi à désenclaver la ruralité», argumente l'élue PRG.

Relancer le comité gare à Bressols

À Bressols, le maire Jean-Louis Ibres est bien évidemment en première ligne dans ce dossier. «J'ai toujours été favorable à la LGV même si cela pose de gros problèmes d'insertion qualitative de la ligne sur le territoire communal et d'expropriation.» En 2011, quand le choix d'implanter la gare LGV du nord de Toulouse à Bressols, une étude avait répertorié 32 maisons à exproprier. «Il y a eu quelques acquisitions foncières anticipées mais il va falloir relancer rapidement le comité gare de façon à élaborer le projet avec beaucoup de cohérence et de pertinence», insiste le maire.

À Bressols, l'emprise de la LGV obligera aussi 11 sites industriels à déménager. Le service économique de l'agglo devrait les y aider.

Le maire de Montauban Axel de Labriolle se réjouit à l'idée que la ville préfecture de Tarn-et-Garonne soit, à l'horizon 2030 (encore faut-il que le chantier démarre en 2024) à 2h45 de Paris. Il sera attentif, comme d'autres élus d'Occitanie, à ce que la Nouvelle Aquitaine participe au tour de table. «Lors de la construction de la LGV Bordeaux-Tours, les communes comme la nôtre avaient participé financièrement. On réclame la réciprocité là-dessus.»

Conscient que «4,1 milliards d'euros, cela va être quand même dur à trouver pour les collectivités territoriales», Axel de Labriolle se veut malgré tout optimiste. «C'est d'excellent augure pour l'avenir et puis, ça rapprochera énormément Montauban de Toulouse. Alors, je dis, il faut y aller maintenant.»

«Le Département y est prêt», lui répond à distance Michel Weill. «C'est notre dossier phare, les politiques doivent être déterminants pour le conduire», appuie Thierry Deville.

L'enjeu crucial de l'échangeur autoroutier de Montech

La réalisation de la LGV Toulouse-Bordeaux revêt en effet des enjeux considérables pour le département en termes de déplacements et d'intermodalité. «C'est le projet des 40 prochaines années. Si on ne le fait pas, on va se trouver dans une région moins développée que la Nouvelle Aquitaine ou Paca», plaide Michel Weill. Le président du conseil départemental a un autre combat politique à mener au chapitre des infrastructures routières. «Pour faciliter l'accès à la gare LGV de Bressols, il est indispensable d'obtenir l'échangeur autoroutier de Montech/Lacourt-Saint-Pierre, sur l'A 62.» Sur ce point, le Tarn-et-Garonne est en compétition avec le nord-est toulousain qui réclame un échangeur à Bouloc/Fronton. «Or, le préfet de Région a bien dit qu'il n'y aurait qu'un seul échangeur entre Toulouse et Montauban. Il va falloir jouer collectif», lance le Montbetonnais.

Pour le maire de Bressols Jean-Louis Ibres, ce qui plaide pour un nouvel échangeur c'est la situation actuelle de la gare de péage de Montauban-Sud: «Notre carrefour autoroutier est saturé, notamment le week-end et les vacances. Les bouchons commencent à Campsas au sud et au pont de la Molle en venant de Montauban. C'est inacceptable.»

L'A 62 traverse déjà la forêt domaniale d'Agre. Pour réaliser l'échangeur de Montech, il faudra prendre un petit morceau de forêt supplémentaire. L'A 62 traverse déjà la forêt domaniale d'Agre. Pour réaliser l'échangeur de Montech, il faudra prendre un petit morceau de forêt supplémentaire. Pour construire cet échangeur de Montech, il faudra prendre «un petit bout» de la forêt domaniale d'Agre. Mais à Bouloc-Fronton, l'affaire ne sera pas plus simple côté 31, au cœur des vignes de l'AOC Fronton.

Le consensus politique qui se dessine autour de la LGV peut faire pencher la balance en faveur de Montech, devenue la 4e ville du Tarn-et-Garonne. Les élus de la communauté de communes Grand Sud Tarn-et-Garonne mais aussi ceux de la Lomagne tarn-et-garonnaise l'espèrent fortement. Depuis combien d'années Montech, Beaumont et l'est du Gers attendent-ils d'être reliés plus rapidement à l'autoroute des Deux-Mers? La LGV, par ce que Thierry Deville appelle «le mécanisme des poupées russes», peut aussi fournir une occasion historique de terminer le contournement de Montauban, le fameux boulevard Ouest urbain. La CAGM a déjà voté 33,6 millions d'euros pour ce projet. Reste à financer 75 M€.